

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61.75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## Mitterrand-Barre

# ILLUSIONS D'UNE PART AUSTERITE DE L'AUTRE

La presse, la radio, la télévision, nous ont habitués aux débats entre leaders de la droite et d'une prétendue gauche. C'est ce qu'ils appellent «la démocratie», «le choix de sociétés...» comme si le sort de plus d'un million et demi de chômeurs, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme dépendait des discours courtois de quelques habiles politiciens. Bien évidemment, aucun ne s'est placé sur le terrain de la lutte des classes.

Mitterrand, vieux routier qui a une longue expérience dans l'art de tromper les masses, a critiqué certains aspects de la société capitaliste, s'en prenant surtout aux multinationales, à la jungle du système monétaire international. Mais comme son interlocuteur, le 1er ministre Raymond Barre, tout en prétendant soutenir le tiers monde, il s'en est pris aux hausses de prix

des matières premières, donc aux pays en voie de développement, restant ainsi fidèle à sa défense du colonialisme et néo-colonialisme.

Barre, de son côté, a prétendu, en substance, et fier de «l'œuvre» de son gouvernement, que ses plans d'austérité étaient des demi-succès ayant permis d'empêcher l'asphyxie économique, qu'il y avait une

nette amélioration !

Deux points revenaient constamment :

Barre :

— 1) Qu'est-ce que le Programme commun propose de crédible (alors même que les «partenaires» sont divisés ?)

Mitterrand :

— 2) Le plan Barre n'a pas permis de remonter la pente, tout au plus il stabilise, il hiberne.

Le nombre de chômeurs n'hiberne pas... il grimpe ! les prix également !

Ce qu'il faut souligner c'est que Mitterrand a refusé d'avaliser «le coût du Programme commun» avancé par le Parti dit communiste français, parce que — dit-il — on n'a pas le droit d'avancer n'importe quel programme, n'importe quel chiffre !

D'ailleurs, des difficultés sont apparues immédiatement dans un certain nombre de nouvelles municipalités PCF (telle que Gardanne dans les Bouches-du-Rhône), car c'est le jour et la nuit entre ce qu'ils promettent et ce qu'ils font !.

C'est le propre de tous les partis bourgeois, ils n'ont rien d'autre à «offrir» que des promesses démagogiques ou des appels à se serrer la ceinture !

Mitterrand s'est vu contraint de reconnaître qu'il ne pourrait pas arriver à supprimer complètement le chômage (système capitaliste oblige !). Il s'est alors fait le chantre de la «paix sociale», disant que le climat social était détestable ! Plus que jamais il a montré son mépris et sa peur

## ● Espagne

# VIOLENTES MANIFESTATIONS A SAINT-SEBASTIEN

De violents heurts ont opposé jeudi après-midi à Saint-Sébastien près de 10 000 manifestants basques à la police, tandis que la totalité de la province de Guipuzcoa est pratiquement paralysée par la «journée de lutte» organisée par les commissions pour l'amnistie des prisonniers politiques.

Dans la capitale de Guipuzcoa, plusieurs barricades avaient été dressées en fin de matinée, avec notamment des automobiles, dans le centre de la ville. La police a chargé à plusieurs reprises en tirant des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes. Elle a procédé à des arrestations.

Le bilan provisoire de ces affrontements s'élève pour l'instant à une cinquantaine de blessés, dont 5 par balles et une cinquantaine d'arrestations.

A Renteria, la police a chargé la foule à bord de jeeps, et en tirant des projectiles de caoutchouc, et les gardes civils ont ouvert le feu à la mitrailleuse contre des manifestants rassemblés devant leurs casernes pour protester contre la violence de la répression.

Un homme âgé de 60 ans est mort jeudi soir dans un hôpital de Saint-Sébastien des suites d'une blessure par balle, reçue au cours des manifestations, à Renteria, entre Saint-Sébastien et la frontière franco-espagnole.

Une autre personne est hospitalisée dans un état grave, également à la suite d'une blessure par balle reçue à Renteria.

## Editorial

### Le pouvoir craint la jeunesse

300 chefs d'entreprises du CNPF se sont réunis à Paris dans la foulée du plan Barre 2 pour envisager les moyens d'atténuer les conséquences du chômage des jeunes. Il y a en effet aujourd'hui plus de 700 000 jeunes sans emploi et plusieurs centaines de milliers vont être jetés sur le pavé à la sortie de l'école dans les mois qui viennent.

Voilà de quoi inquiéter sérieusement la bourgeoisie. Elle s'efforce bien sûr d'acculer la jeunesse à la délinquance ou d'égarer sa révolte dans le piège de la drogue ; cela lui permet en outre de travailler à développer un racisme anti-jeunes. Elle cherche aussi à déraciner les jeunes et si possible à se débarrasser d'eux en leur faisant miroiter une prime de 4 850 F s'ils quittent leur région ou partent chercher du travail à l'étranger.

Mais le pouvoir sent bien que ces manœuvres ne sont guère suffisantes. Il se souvient du rôle considérable qu'a joué la jeunesse dans le printemps révolutionnaire de 68. Il constate, les événements d'Italie l'ont encore montré récemment, qu'elle est même rebelle au révisionnisme. Il lui faut donc trouver le moyen de colmater quelque peu un chômage et une colère grandissants.

C'est dans cette perspective que le CNPF a annoncé des mesures auxquelles le gouvernement compte donner une grande publicité et qui permettraient de créer près de 300 000 emplois pour les jeunes d'ici fin janvier 78. Il s'attribue à l'avance des félicitations pour tant de générosité, mais regardons-y de plus près.

180 000 jeunes seraient embauchés «définitivement» avec en prime pour les patrons l'exonéra-

tion de certaines charges sociales.

On mesure ce que ces embauches peuvent avoir de «définitif» dans une situation de crise persistante. Et lorsque les exonérations prévues prendront fin, en juillet 78, qu'est-ce qui empêchera les patrons de licencier ces jeunes pour recommencer la même opération avec d'autres.

Une certaine de milliers de jeunes aurait la possibilité de faire des stages payés à 90 % du SMIC s'ils ont plus de 18 ans, sinon à 410 F. Ce n'est pas l'appellation «complément de formation professionnelle» qui masquera à leurs yeux le fait qu'il s'agit de salaires de misère. Et ce n'est pas cette «formation» qui leur donnera à la sortie un emploi.

Par ailleurs, le nombre d'apprentis va augmenter. Le gouvernement prendra en charge les «cotisations patronales» pour permettre aux patrons d'en tirer encore plus de profit. Enfin, les contrats emploi-formation seront étendus pour permettre là encore de fournir aux capitalistes sous prétexte de «formation» de la force de travail peu cher payée.

Comme on le voit, toutes ces mesures sont des cadeaux pour les patrons auxquels elles vont fournir une main d'œuvre à bon marché. Par contre, elles ne constituent que des mielettes pour les jeunes travailleurs. Tout ce qu'elles parviendront à colmater quelque peu, c'est les chiffres officiels de demandes d'emploi. Par contre, elles ne tromperont guère la jeunesse. Confrontée au chômage et aux salaires de misère, elle saura déjouer les pièges de la bourgeoisie pour manifester de façon efficace une juste colère de classe.

## Usinor-Thionville

### La CGT démasquée

Forte de ses 65 % d'électeurs, la CGT s'arroge le droit au nom de la démocratie de «faire valoir ses propositions» et de refuser celles qui ne lui plaisent pas. Elle prend appui de tout son poids sur les travailleurs les moins combattifs pour bloquer le développement de la lutte avec un cynisme incroyable.

Elle appelle les travailleurs à exiger la construction d'une nouvelle aciérie et la modernisation de l'usine, à dénoncer le gâchis, et en quatrième position seulement à lutter contre la déportation.

Elle les a invités le 12

mai à poser la première pierre de cette aciérie, mais les sidérurgistes ont rejeté son cinéma et ont préféré une descente en ville et une nouvelle coupure de l'autoroute de Metz.

Quant aux militants CFDT, ils traversent une épreuve difficile. Ils découvrent brutalement, et dans toute son ampleur, la malhonnêteté des dirigeants CGT.

S'ils n'en comprennent pas encore la cause réelle, c'est-à-dire la trahison de classe des révisionnistes, du moins envisagent-ils de plus en plus de prendre toutes leurs responsabilités et seuls s'il le faut.

(Suite page 4)



## Campagne contre la «politisation» Haby annonce la couleur

Ces derniers temps, Haby a fait des déclarations tonitruantes contre tous ceux qui voudraient s'opposer à sa conception de l'école. Il s'en est d'abord pris aux enseignants accusés de «politiser» leurs cours. Il a parlé de supprimer les matières, histoire, philosophie et économie qui offraient le plus de possibilité à la critique de la bourgeoisie.

Il a invité les parents à ne pas inscrire leurs enfants dans les lycées où on voudrait les soumettre à «des contraintes idéologiques ou morales inadmissibles».

Après avoir ainsi frappé du poing sur la table, il se montre plus modéré et fait apparemment marche arrière.

A propos de l'inscription selon «la carte scolaire» dans l'établissement le plus proche de l'habitation, il déclare qu'il n'a jamais eu l'intention de la remettre en cause, et a seulement parlé de «déroptions». Et, ajoute-t-il, «je souhaite que ces dérogations soient aussi rares que possibles».

A propos des matières qu'il avait parlé de suspendre, il dit maintenant : «Ce sont des disciplines essentielles pour la formation des jeunes. Elles peuvent être parfaitement enseignées dans l'objectivité et la sérénité». Et il en vient à opposer de façon très claire «l'endoctrinement idéologique» à «l'esprit de neutralité qui est celui de l'école publique».

«L'endoctrinement idéologique», ce serait toute conception d'enseignement contraire à la sienne. Il vise ainsi non pas tant les enseignants de «gauche» qu'il égratigne au passage que tous ceux qui veulent remettre fondamentalement en cause l'école capitaliste, son rôle et son contenu. Par contre, l'«esprit de neutralité», ce serait celui qui préside à sa propre réforme. Il voudrait sous prétexte de «neutralité» amener tous les élèves et enseignants à se plier aux idées mises en avant dans les nouveaux programmes.

Valoriser la Grèce et la Rome esclavagiste, la «civilisation industrielle», gommer et combattre les luttes de la classe ouvrière et du peuple dans l'enseignement c'est cela la «neutralité» de Haby.

Sous prétexte de «neutralité» c'est encore une fois sa propre politique et sa conception du monde que la bourgeoisie au pouvoir veut faire passer.

## Pollution

### Un village proche de Seveso évacué

Le village de Meda proche de l'usine Icmesa de Seveso va être évacué pendant au moins 48 h pour procéder à des opérations de décontamination. Au cours des derniers mois, plus de cent cas de chloracnés (affections graves de la peau) y ont été décelés ; le 2 mai un enfant y était né porteur d'une malformation abdominale. Après avoir considéré jusqu'à présent ce village comme «partiellement sûr», les autorités ont dû reconnaître que des taux importants de dioxine y ont été trouvés. Des spécialistes vont donc s'efforcer d'enlever toute végétation après avoir pulvérisé un produit spécial pour «fixer» la dioxine.

### Procès de Lons-le-Saulnier

## Un inculpé se suicide

Gérard Bellabouvier, père de deux enfants s'est donné la mort mardi soir en se jetant par la fenêtre du dixième étage. C'était l'un des cinquante accusés auxquels le pouvoir voulait faire porter la responsabilité du trafic de la drogue alors qu'ils n'en sont que les victimes. Le procureur avait réclamé en ce qui le concernait une peine de un an de prison dont un mois ferme qu'il avait déjà fait en préventive. Comme les autres inculpés, Gérard avait été écœuré par l'injustice de ce régime qui pousse les jeunes à la drogue pour mieux pouvoir les frapper.

Le bi-mensuel No 5 est paru.

Au sommaire : Editorial : l'esprit de Mai - remous au sein du PCF - halte à la campagne raciste - Italie : le social-fascisme du PCI à l'œuvre - Bolivie : héroïque combat des mineurs - ORLAC-GILCA : un pas vers l'unité ouvriers-paysans - Notre cible dans le mouvement ouvrier - CFTD : on licencie à la confédération - Pollution : le profit, premier responsable - Cinéma : «La Question» - La parution du Tome 5 des œuvres du président Mao.



## • Japon



De très violents affrontements ont opposé lundi et mardi les policiers des brigades antiémeutes et plusieurs milliers de paysans et de progressistes venus les soutenir : les 350 paysans de Narita refusent d'être chassés de leurs terres par la mise en service du nouvel aéroport international de Tokyo. Cette lutte, avec occupation de terrain qui dure depuis 11 ans et a déjà fait trois morts et 6 500 blessés, a jusqu'ici empêché l'inauguration de l'aéroport, pourtant terminée depuis 1971.

## • Pologne

Le «Comité de défense des ouvriers» affirme dans un communiqué remis à la presse qu'un certain nombre de ses membres, parmi lesquels MM. Miroslaw Choj-

Agissant par surprise, plus de 3 000 policiers sont intervenus en force lundi matin pour détruire les tours de poutrelles d'acier que les paysans avaient édifiées sur la piste d'envol afin de la rendre inutilisable. La mobilisation et la riposte qui s'en sont suivies ont fait 420 blessés dont 125 policiers. Un étudiant et deux flics ont été grièvement atteints.

Les paysans sont décidés à poursuivre la lutte pour rester sur leurs terres.

Le «Comité» a décidé en conséquence de créer deux

nouveaux organismes. L'un, dit «bureau d'intervention», sera chargé d'informer le public sur «toutes les violations des droits de l'homme et du citoyen» dont il aurait connaissance, le second, ayant pour nom «Fonds de défense sociale», collectera des fonds pour venir en aide aux personnes ayant perdu leur travail à la suite de leurs activités en relation avec le «Comité».

Survenant en pleine pé-

## • Allemagne

Le 28 avril dernier, Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Raspe, trois militants anarchistes de la «Fraction de l'armée rouge» ont été condamnés à la détention à perpétuité. Deux autres, Ulrike Meinhof et Holger Meins étaient morts en prison.

Pour aboutir à cette lourde condamnation, l'État ouest-allemand a dû recourir à toutes sortes de mesures et de manipulations qui s'inscrivent dans le cadre d'une fascisation du régime : faux témoignages, torture «par l'isolement», appel à la délation publique, vote de différentes lois qui portent gravement atteinte aux libertés démocratiques (comme la possibilité d'exclure

riode d'accroissement de la répression et moins d'une semaine après la mort mystérieuse d'un de ses membres, Stanislas Pyjas, âgé de 23 ans, et retrouvé mort dans un immeuble de Cracovie, cette nouvelle décision du «Comité de défense des ouvriers» prouve que loin de l'effrayer, la répression social-fasciste dont il est l'objet ne fait que renforcer la détermination du peuple polonais dans la lutte pour la démocratie.

Toutes ces mesures, sont utilisées aujourd'hui contre certains avocats de la défense, la possibilité de délibérer en l'absence des inculpés, etc.) Une véritable forteresse a été construite pour le procès qui, en tout aura coûté la bagatelle de quatre milliards de francs anciens.

Utilisées aujourd'hui contre une poignée d'anarchistes certes courageux, mais entièrement coupés des masses et seront utilisées demain pour réprimer les luttes populaires. Elles ont suscité une vive résistance de la part des détenus, de leurs défenseurs et de l'opinion publique démocratique de plus en plus large qui s'interroge sur le dangereux précédent que constitue ce procès.

## Reportage traduit du Zëri i Popullit

### L'action nationale de la jeunesse albanaise à Lukovë



«La jeune volontaire», tableau albanais

Répondant à l'appel du parti et du camarade Enver Hoxha («si j'avais 20 ans, j'irais m'installer à la campagne»), la jeunesse albanaise s'est lancée avec enthousiasme dans des actions pour aider l'édification socialiste des villages. Ces actions entrent dans une nouvelle phase avec la décision de nombreux jeunes ouvriers d'aller s'installer définitivement à la campagne pour y créer de nouveaux villages socialistes. C'est une des méthodes permettant de réduire les différences entre la ville et la campagne.

Le facteur de Lukovë a été très occupé tout ce temps-ci. Des lettres parties de Kolonjë, des villages du district de Tirana et du combinat textile «Staline» arrivaient chaque jour et il fallait les distribuer aux volontaires. Cette année, à Lukovë, en même temps que le printemps, sont arrivés les volontaires. Il y a plusieurs années que ce joli village au bord de la mer ionienne accueille des volontaires, avec leurs pioches et leurs chants. Qui-conque passe le long de la côte, en voyant ces belles terrasses réalisées avec tant d'art, ne peut s'empêcher de s'exclamer : «Mais, c'est un vrai miracle!».

Au milieu, le village pittoresque de Lukovë et de chaque côté, les terrasses qui s'ouvrent comme des bras. C'est la main de la jeunesse qui a transformé les collines et les vallées, depuis Pigerasi jusque Perparim. Plus de 200 000 plants d'agrumes et d'oliviers ont été

plantés par les volontaires de la jeunesse depuis 1972. Le mouvement est parti de la colline de Vigjes, quand le camarade Enver, après avoir vu les terrasses déjà anciennes autour du village de Lukovë, a dit qu'il fallait embellir ainsi toute la côte. Depuis, morceaux par morceaux, les collines ont été défrichées puis ont commencé les semailles d'agrumes et d'oliviers.

«Pour moi, c'est la 2<sup>e</sup> fois que je participe à une action ici à Lukovë» dit le volontaire Riga Bakiu, d'un village près de Kolonjë : «la première fois, on travaillait là-bas, sur la colline de Lapidare. Cette année, nous avons été appelés ici, pour une autre action. Quand nous sommes arrivés, il faisait nuit. Malgré la fatigue, je n'arrivais pas à m'endormir. J'avais envie d'aller là-bas, au camp «pionnier» pour voir l'endroit où j'avais travaillé la première fois, je me souvenais des camarades, de

leurs plaisanteries, j'avais envie de voir comment les agrumes avaient poussé, après 5 ans.

Mais tous les autres volontaires venaient pour la 1<sup>ère</sup> fois. Certains n'avaient jamais vu la mer et au début ils n'arrivaient pas à en détacher les yeux. Pourtant nous avons travaillé rapidement, sur le sol, on voyait les traces fraîches des pioches. «Ils sont partis», dit le commissaire\* d'un air un peu inquiet. «Ils ont accompli les normes prévues. Mais où sont-ils partis ? Il n'est pas encore 2 heures».

Plus tard, nous avons appris que ceux de Kolonjë étaient partis aider une autre brigade, en retard dans son travail. (...)

«Nous avons un commandant\* toujours au travail avec nous, pas comme celui de l'autre brigade là-bas, qui donne des «directives» toute la journée», nous dit en riant un jeune garçon. «Cette année, nous finirons le tunnel de Sasaj», nous dit l'un des brigadiers. Tout le camp doit être enseveli sous l'eau» (...)

Comme les temps ont changé ! Avant la libération, pour semer des oliviers et des agrumes, il fallait payer une taxe, tandis que maintenant, camarades, nous semons le plus possible pour que le peuple ait le

plus possible. Ça, c'est le Parti du Travail, c'est le parti enfanté par le peuple, qui fait tout pour la prospérité du peuple.

«Ici, ce serait bien que des jeunes viennent pour rester toujours. Soigner les agrumes est vraiment un art. Ça fait pas mal d'années que je m'occupe des agrumes», dit le maître-ouvrier\* Moisi Mertiri. «Un jour viendra où la jeunesse s'installera ici. Le parti a fixé un bel avenir à la côte, nous étonnerons le monde».

Moisi a raison. (...) Quand nous sommes partis le soir, Lukovë était baigné d'or par les rayons du soleil qui descendait à l'horizon. De la mer soufflait un vent léger et doux, qui emportait avec lui les chants des volontaires.

\*La traduction, la note et l'introduction sont de L'Humanité Rouge.

\*Les actionnistes sont organisés sur le modèle des brigades de partisans pendant la lutte de libération. Ils ont donc un commissaire politique, plus chargé des questions d'ordre idéologique et un commandant qui dirige le travail. Ils sont généralement accompagnés de maîtres ouvriers plus âgés qui donnent des conseils techniques et donnent l'exemple en matière de discipline et de morale prolétariennes.



## Théâtre

## Dario Fo à Paris

Le 15 mai à la Cartoucherie de Vincennes est organisée une rencontre avec Dario Fo, le metteur en scène révolutionnaire italien.

Ceci se fait à l'initiative entre autre du théâtre de l'Aquarium et de la troupe «Z». A cette occasion, un comédien marxiste-léniniste nous a écrit, voici des extraits de sa lettre.

«(...) Vous devez également recommander la lecture de son livre : «Allons-y on commence Farces», qui comporte des textes retraçant l'évolution culturelle et politique de Dario Fo à travers sa pratique théâtrale dans l'Italie d'aujourd'hui. Ce livre comprend trois pièces écrites par Dario Fo et le collectif «la Commane».

1) «L'ouvrier connaît 300 mots, le patron 1 000, c'est pour cela qu'il est patron» qui est une critique de l'évolution de la ligne culturelle du PCI.

2) «Tu peux toujours me ligoter, je casserai tout quand même. L'enterrement du patron» où l'on voit des ouvriers en grève vidés par la police, qui «inventent» et «jouent» l'enterrement de leur patron. C'est une farce qui permet de dénoncer de

nombreuses faces de l'exploitation : exploitation économique, racisme, accidents du travail, oppression culturelle, organisation de la santé, démagogie, religion, etc.

3) «Mort accidentelle d'un anarchiste» pièce qui a pour thème : le «suicide», en plein interrogatoire de l'anarchiste italien Pinelli qui «s'est jeté» par la fenêtre du 4e étage des locaux de la police. (Milan)

Dario Fo met en scène un «fous» qui, à son tour, interroge les policiers chargés de l'enquête, et met en avant les contradictions de l'enquête officielle (trois versions successives).

C'est un livre à diffuser car il contient deux réalités du travail de Dario Fo :

— L'écriture, car il a essayé de redonner au théâtre militant (au sens large) un caractère populaire, une écriture comique, une existence de classe.

— La théorisation : il a analysé les institutions théâtrales italiennes, la censure, le «travail» culturel du PCI. C'est un livre à la fin duquel on a envie de dire : «Allons-y on continue».

Un comédien marxiste-léniniste

Le théâtre de l'Aquarium  
La troupe «Z».

Le centre international de la dramaturgie  
vous invite à une rencontre avec  
DARIO FO

LE 15 MAI à la CARTOUCHERIE DE VINCENNES

Sur le thème  
LA PAROLE DES TRAVAILLEURS  
ET SON EXPRESSION  
DANS LE THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI  
A partir de 19 H



## ● Salon-de-Provence Luttes contre la réforme Haby

Au CES St-Côme, le poste d'une enseignante en espagnol devait être supprimé par la réforme Haby. Les enseignants ont fait grève pendant une semaine pour obtenir son maintien avec le soutien des parents d'élèves et des professeurs des autres CES et lycées.

Les lycéens du technique auxquels se sont associés ceux de l'Emperi ont fait une grève de deux jours pour protester contre la réforme Haby et les moyens d'y faire face. Cette large unité a contrasté avec le comportement des «jeunesses révisionnistes» du lycée technique qui allaient en cours et d'une enseignante de l'Emperi membre du PCF qui a refusé d'assister au débat alors même qu'elle n'avait pas cours.

LYON

MEETING SAMEDI 14 MAI A 20 h 30

— Unité ouvriers-paysans à la ville comme à la campagne.

— Ni plan Barre ni Programme commun  
Action révolutionnaire des masses.

22 rue des Pierres Plantées (1er)  
ten haut de la Montée de la Grande côte

## Le PCF et la défense nationale (1)

# Arme nucléaire ou désarmement ?

Le rapport que Kanapa vient de faire adopter par le Comité central du PCF introduit, dit-il, «une novation dont on ne peut cacher l'importance».

Si d'une part cette décision est différente de ce que préconise le Programme commun, si c'est un changement dans la tactique du PCF, il convient d'autre part et surtout de ne pas se laisser tromper par le tapage fait autour de cette décision et de la mesurer à sa juste valeur.

## TACTIQUE ELECTORALE

Kanapa déclare : «Nous nous prononçons pour la maintenance de la force nucléaire en considération — je l'ai souligné — de l'exigence majeure d'indépendance de la France en prenant en compte une situation que nous n'avons pas voulue, mais qui est un fait pour notre pays».

Si le PCF accepte le maintien de l'arme nucléaire française, c'est qu'il ne peut pas faire autrement. C'est dit en toute lettre.

Les raisons tactiques (de tactique électorale) qui ont contraint le PCF sont doubles. Marchais en donne lui-même une : la décision de renoncer à l'armement atomique, dit-il «serait interprétée comme un fléchissement dans la résolution du gouvernement de la gauche unie de défendre l'indépendance de la France».

Les aspirations à l'indépendance nationale sont fortes dans notre peuple. Par ailleurs, chacun sait ou sent que le PCF, inféodé à Moscou, ne peut être le garant de l'indépendance nationale. Aussi pour tenter de rassurer, le PCF accepte-t-il «le maintien de l'armement atomique», en paroles du moins.

L'autre raison, elle aussi de tactique électorale, est donnée par Kanapa : «Puisque l'actualisation du Programme commun est à l'ordre du jour dans la perspective des prochaines échéances politiques, il est souhaitable que nous ayons là-dessus les échanges de vues nécessaires», dit-il en parlant du PS et des radicaux de gauche.

Comme on sait par ailleurs que le PS notamment est pour le maintien de l'armement nucléaire français, on comprend que le PCF passe un nouveau compromis avec ses partenaires, en vue des «prochaines échéances politiques», c'est-à-dire l'arrivée de la gauche au pouvoir.

UN ARMEMENT POUR...  
...DÉSARMER

Kanapa précise bien que le PCF fut appelé «à préco-

niser à la fois la maintenance de l'armement nucléaire existant et de nouvelles initiatives en faveur du désarmement équilibré».

Dans son rapport, l'idée qui domine, celle qui est présente du début à la fin, bien plus que celle du maintien de l'arme atomique, c'est l'idée de la détente et du désarmement.

La détente, c'est le soutien à la Conférence d'Helsinki et le soutien anticipé à la prochaine conférence de Belgrade, organisées par le social-impérialisme russe.

Le désarmement, c'est le soutien aux innombrables conférences qui tiennent les USA et l'URSS : Vienne, Genève, accords SALT, etc. Avec un gouvernement de gauche, la France y participera, déclare Kanapa. Or,

Cette novation c'est l'acceptation de la force de frappe nucléaire française, considérée comme un fait sur lequel on ne peut actuellement revenir.

POUR QUI TRAVAILLE  
LE PCF ?

Kanapa a donc déclaré avec insistance : «C'est dans le cadre de cette politique de paix et de désarmement que se situe notre politique de défense nationale.»

S'il prêche la «paix» et le «désarmement», c'est que le PCF proclame par ailleurs qu'il n'y a pas danger de guerre mondiale aujourd'hui, que la détente progresse partout, que l'URSS n'est pas une force agressive.

Ce sont des mensonges, des affirmations volontairement contraires à la réalité. Le PCF travaille ainsi pour Moscou qui prépare la guerre.

C'est sur cette question capitale que nous reviendrons demain.

## Les policiers ont des problèmes...

La commission des libertés de l'Assemblée nationale s'est penchée sur les problèmes des policiers en écoutant trois de leurs dirigeants syndicaux. Ils ont notamment évoqué la nécessité d'une meilleure formation et de moyens plus importants pour permettre à la police de mettre en œuvre une «politique criminelle globale». L'un d'eux qui connaît manifestement sa démocratie bourgeoise sur le bout des doigts a évoqué les conditions dans lesquelles

les s'exécutent les vérifications d'identité, les enquêtes préliminaires et les expulsions d'étrangers. Ce grand démocrate n'en a pas déploré le principe mais tout au contraire «l'inadaptation fréquente des lois et des règlements» qui obligent à y procéder de façon «illégal» !



## Entre amis...

Le quotidien de Krivine après avoir ouvert ses colonnes à un ponte révisionniste du PCF à Saint-Etienne, vient d'interviewer un membre de la direction du PCE, homologue espagnol du parti de Marchais.

L'interview se passe entre amis. Prenons l'exemple de la reconnaissance du drapeau fasciste par le PCE.

Question très alambiquée, avec des précautions du genre : excusez-nous de vous demander pardon, mais... pour en arriver à «cette politique d'ouverture ne constitue-t-elle pas une certaine prime à la politique de pression mise à l'œuvre par les secteurs néo-fascistes?».

Réponse : Non.

Question : Cela ne risque-t-il pas de provoquer quelques remous à la base ? (Rouge se montre inquiet !)

Réponse : Non.

On risque une troisième question : cela ne risque-t-il pas d'être plus délicat pour les minorités nationales ?

Réponse : Non.

Le journaliste de Rouge, sans doute gêné de son audace, arrête là les frais et passe à autre chose !

Rouge donne ainsi la possibilité aux dirigeants du PCE de se justifier, d'expliquer publiquement et à leur aise pourquoi ils ont trahi le drapeau de la République espagnole pour reprendre à leur compte le drapeau du fascisme. Bravo !

Inutile de préciser que les autres questions sont du même jus. Quel dévouement, quel esprit d'abnégation les trotskistes mettent-ils à servir le révisionnisme !

## Participation à la sauce CFDT

Le secrétaire de la Fédération CFDT des PTT, Le Beller, rêve déjà de faire participer les travailleurs des postes à leur propre exploitation en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir. Au dernier congrès, il a proposé la création, dans les établissements comptant au moins 50 membres, d'un conseil composé de représentants du personnel, du chef d'établissement et de représentants de la municipalité et d'associations. Ce conseil pourrait donner son avis non seulement sur la gestion mais aussi l'organisation du travail, la discipline, l'avancement, etc.



## ● Forges de Basse-Indre (près de Nantes) Des mauvais coups contre les travailleurs

La situation se dégrade aux Forges de Basse-Indre (l'une des grosses entreprises de la région) où la direction met en place des réductions d'horaire avec perte de salaire, continue d'étendre le travail de nuit et du dimanche et multiplie les déplacements (pour ne pas dire déclassements) et les mutations.

C'est une attaque de grande envergure contre les travailleurs, commencée depuis deux ans. La première phase en fut, l'an dernier, le découpage de l'entreprise (J.J. Carnaud) en deux établissements, matérialisée d'ailleurs par la construction d'une barrière dans l'enceinte de l'usine... et une première vague de plus de

100 licenciements.

Ce sont maintenant les réductions d'horaires sous prétexte de baisse de production alors qu'on étend par ailleurs le travail de nuit et du dimanche !

Les travailleurs ont fait de nombreux débrayages et plusieurs manifestations. Mais les premiers licenciements ont eu lieu, le travail de nuit s'est élargi, et cela continue : il faudrait une riposte d'une toute autre ampleur pour empêcher tout cela !

La direction se propose de « rapprocher les conditions faites à Basse-Indre (...) de celles de la sidérurgie du Nord et de l'Est ». Si c'est pour faire comme à Thionville !

## ● Le Mans

### Une semaine de grève chez Bonnet

L'usine Bonnet fabrique des pantoufles et existe depuis 35 ans mais il y a un an seulement que s'est créé un syndicat CFDT.

Au mois de septembre 1976, il a mené sa première lutte. Le patron avait cédé au bout de huit heures de grève accordant la prime d'ancienneté, 1,10 F d'augmentation et prenant à son compte l'achat des ciseaux, pinceaux et blouses.

Il faut savoir que jusque là, les travailleuses étaient obligées de fournir les blouses, les ciseaux et les pinceaux nécessaires au travail !

Aujourd'hui, la lutte porte sur les revendications suivantes : - 2 000 F net par mois.

- 13e mois

- mensualisation en maladie.

Malgré une semaine de grève, qui touche surtout l'atelier des mécaniciennes, le patron refuse de céder, prenant le prétexte du plan Barre et faisant du chantage aux licenciements.

Le principal problème des grévistes, c'est de tenir et d'étendre la grève dans l'usine. Elles se sont organisées pour faire des collectes, ce qui est absolument nécessaire car un certain nombre sont des femmes seules avec tous les problèmes que cela entraîne. Ces collectes ont été récoltées en une seule fois.

Correspondant HR avec les renseignements fournis par les travailleuses.

## ● Etablissement Vieilledent La-Mouline (près de Rodez) Plus d'un mois de grève !

Les 6 frigoristes de Vieilledent, qui ont déjà barré pendant près d'une heure la route Rodez-Albi pour faire connaître leur lutte, sont en grève depuis plus d'un mois contre un licenciement et les mauvaises conditions de travail. Voici de larges extraits d'un communiqué de leur syndicat CFDT.

« Si nous en sommes là, c'est parce que nous refusons la mesure de licenciement prononcée à l'encontre d'un de nos collègues.

« On lui a reproché d'avoir effectué un travail... qu'il avait déjà fait... et dans quelles conditions... Il s'agit d'un travail de sablage sur lequel il avait passé 8 jours dans une poussière et un bruit insupportables, en se faisant des brûlures sur les avant-bras, et sans disposer d'un masque, d'un casque

insonorisant et d'un combiné de protection. Pendant tout ce temps, il a été harcelé par des remarques mesquines de la part du patron. Le mercredi 6 avril, poussé à bout, il a eu avec lui une légère altercation ; on lui a signifié son licenciement.

« ... En fait, nous subissons tous depuis longtemps le même harcèlement de la part du patron. En décembre 76 déjà, nous lui avions fait comprendre que nous étions lassés de ses remarques. (...) Le maximum a été fait pour régler ce conflit à l'amiable (...). Nous réclamons le droit à l'emploi pour les 6 frigoristes de l'entreprise. Faudra-t-il occuper la cathédrale pour que nos droits soient respectés et justice nous soit rendue ? »

## ● Laurent - Lagny

### Vigiles et chiens policiers Action résolue des travailleurs

En février, après trois semaines d'une lutte exemplaire, classe contre classe, les ouvriers avaient fait céder la direction sur la majorité de leurs revendications.

Par leur unité et leur revendication, ils avaient réussi à faire pièce au plan Barre. C'était un grand encouragement pour la classe ouvrière de Lagny et de ses environs. Ils montraient la voie à suivre. Les patrons de Lagny ne s'y sont pas trompés. Mercedes et DS se pressaient à l'usine dans la semaine suivant la reprise du travail.

Le résultat de toute cette agitation patronale fut la remise en cause complète au mois de mars des avantages acquis en février. Face à ce brusque retournement, les travailleurs

unis décident d'un débrayage d'une demi-heure le vendredi 18 mars à 15 h, à 15h 30, le patron coupe le courant !

A ce moment, un délégué de chez W. Saurin venu distribuer un tract aux portes de l'usine est brutalement molesté par le patron en personne aidé des cadres. Aussitôt, les ouvriers de chez Laurent se portent à la rescousse de leur camarade.

Profitant de la sortie de tous les travailleurs, le patron et les cadres ferment et bloquent les portes de l'usine : c'est le lock-out. Aux ouvriers qui réclament de récupérer leurs affaires, il répond : « Prenez une corde et escaladez » !

Le lundi, à l'embauche, les ouvriers trouvent l'usine fermée avec à l'intérieur des vigiles et des chiens policiers...

Alors que les ouvriers demandent à négocier, la direction de son côté exige la reprise sans condition, la signature d'un nouveau contrat d'embauche et le report trois mois plus tard des négociations. Les ouvriers refusent « On ne travaille pas avec les chiens et les vigiles et avec de pareilles conditions ».

Voilà bien le capitalisme : on vous exploite jusqu'à la moelle, il faut se battre pour la moindre augmentation et quand on lutte ce sont la matraque et les chiens.

Après la mascarade démocratique des élections, le visage hideux de la dictature de la classe des capitalistes sur la classe ouvrière apparaît dans toute sa férocité.

Après une semaine de

lock-out, les travailleurs obtiennent la suppression de ces contrats et la promesse de négociations. Le 7/4, des négociations s'engagent, il n'en ressort que des propositions bidons que les travailleurs refusent en bloc.

Ils reposent leur cahier de revendications de la grève de février. Depuis, le patron fait trainer les choses et reporter les négociations de semaine en semaine afin d'essayer d'émousser la combativité des travailleurs.

Les ouvriers de chez Laurent ont montré qu'ils n'étaient pas décidés à accepter les conditions de vie et de travail imposées par le patronat.

En persévérant dans la voie de la lutte classe contre classe, en renforçant leur unité, ils feront céder le patron.

## Grève des foyers Sonacotra

### Faire le point (3)

Pour tenter de briser la grève, la direction de la Sonacotra bénéficie du soutien actif de la propagande raciste développée jusque dans les milieux gouvernementaux et des activités de la police et de l'administration qui refusent de délivrer certains papiers comme les cartes de séjour, arrêtent, emprisonnent et expulsent (Voir HR datés du 12 et 13 mai).

Quant aux directions syndicales qui avaient jusque là brillé soit par leur silence dans le meilleur des cas, soit par une activité de sabotage systématique pour la CGT, elles viennent de signer un protocole d'accord avec la Sonacotra et se proposent avec elle d'isoler et d'éliminer le Comité de coordination dans les foyers.

Reprenant un argument bien connu dans les entreprises par des centaines de milliers de travailleurs, les dirigeants CGT, CFDT et FO radotent : « Sur 270 foyers dans toute la France, il n'y en a qu'une trentaine en grève, alors on ne peut pas dire que le Comité de coordination soit représentatif ». Paroles de jaunes, de diviseurs, de patrons, indignes de responsables syndicaux.

Ces bourgeois qui n'ont rien fait pour mettre un seul foyer en grève, pour organiser concrètement une quelconque solidarité, ou pire comme Séguy et ses acolytes qui ont brisé la grève dans certains foyers, ces

traîtres eux seraient représentatifs ! Cela n'a rien pour étonner tous les ouvriers conscients qui connaissent cette tactique qui consiste à s'appuyer sur les non-grévistes ou les entreprises qui ne sont pas en lutte pour diviser les mouvements d'ensemble, casser les luttes qu'ils ne contrôlent pas (Mai 68 après Grenelle, PTT en 74, SNCF, etc).

LA GREVE CONTINUE ET SE RENFORCE

Mais, contrairement aux espoirs de toutes les forces coalisées de la bourgeoisie, les grévistes renforcent leurs rangs. Deux nouveaux foyers viennent d'entrer en

grève à Massy et Elancourt, une exposition-photo et une fête nationale sont en préparation. Il faut intensifier l'information et la propagande en direction des foyers qui ne sont pas en grève afin de prévenir la mise sur pied des comités de résidents fantoches manipulés par la CGT et élargir la grève.

Dans les entreprises et les

localités, dénoncer et mobiliser contre les forces réactionnaires, dans les syndicats imposer la reconnaissance du Comité de coordination et de la plateforme revendicative des résidents grévistes, lutte qui a pris de l'ampleur notamment dans la CFDT au niveau parisien ; voilà les tâches prioritaires de l'heure.

## ● Montargis (Loiret) La municipalité PCF Licencie

La municipalité PCF de Chalette (district de Montargis) a appelé à manifester le mercredi 27 avril devant la GESA pour que la boîte ne ferme pas et que l'emploi y soit maintenu.

Dans le même temps, la même municipalité PCF licencie du personnel (des employés communaux) « pour raison économique ». Comme la GESA, à la seule différence que les licenciés de la GESA devaient toucher 90 % de leurs anciens salaires, alors que ceux de la mairie dont le patron n'est pas astreint à cotiser à l'ASSEDIC, vont sûrement devoir se contenter de « l'aide publique » : soit environ 15 F par jour !

Les élus « communistes » diront qu'ils sont obligés de le faire, que le budget est trop étroit, qu'ils n'y sont pour rien : c'est la crise !

La crise existait bien avant la campagne électo-

rale mais ce n'était pas le moment de parler licenciements : ils ont promis à tout le monde monts et merveilles. Ils ont menti pendant la campagne électorale : ils savaient bien qu'ils allaient licencier, ça ne se décide pas du jour au lendemain, mais ça ne se dit pas quand on veut rassembler ! Mais à la tête d'un municipalité, ils se conduisent comme tous les patrons. Ils licencient !

Alors devant la colère de tous les employés de la commune, la mairie a reculé en accordant un mois de préavis aux licenciés. Mais rien n'est réglé.

Les employés communaux doivent être vigilants et poursuivre leur lutte pour empêcher par leur mobilisation, tout licenciement.

Quel que soit le patron, on ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

Les communistes marxistes léninistes de Montargis.

## Usinor-Thionville

### La CGT démasquée

(Suite de la page une)

C'est ainsi qu'ils appellent à une grève du trust Usinor le 17 mai. Il est vrai que les sidérurgistes sont très sensibles à ces divergences syndicales, qu'ils ne comprennent pas encore et qu'ils ressentent avec amertume.

Il revient aux travailleurs combattifs de leur montrer, dans les jours qui

viennent, que leur unité n'est pas une affaire de cartel et qu'elle ne peut se bâtir que dans la lutte et contre les ennemis de l'unité et de la lutte. Tout est encore possible à Usinor-Thionville mais les jours sont comptés. Quoiqu'il arrive, en tout cas, le révisionnisme y laissera des plumes.